

" L'harmonisation des coefficients est une chance pour les générations futures "

Entretien réalisé par AJT et F.B.E.M

Libreville/Gabon

La situation administrative des enseignants, et le paiement des vacances après examens, sont également des sujets qui reviennent chaque année dans les cahiers de revendications des enseignants. Que peut-dire M. le ministre à ce sujet, au moment où les examens viennent de s'achever?

- Concernant la question des vacances, je peux dire qu'elle est traitée. Mais, je veux quand même préciser quelque chose. Les partenaires sociaux savent que les vacances n'ont jamais été un point de blocage de la part du gouvernement. S'il y a un aspect sur lequel l'État n'a pas la moindre dette envers les enseignants, c'est bien celui des vacances. Il peut arriver que deux ou trois mois de plus s'écoulent sans que ceux-ci ne soient payés, mais on paie toujours. Dans le cas d'espèce, mes collègues de la Fonction publique et du Budget se sont arrangés et ont préconisé des pistes de solutions qu'ils sont seuls à maîtriser. Mais, cette problématique est bien prise en compte.

L'autre question, porte sur les situations administratives. Voyez-vous, ces fiches bleues sur ma table (un lot de fiches bleues encombre en effet le bureau du ministre, ndlr), ce sont des dossiers de jeunes compatriotes qui sortent des écoles professionnelles. La direction centrale du personnel nous envoie les dossiers, une fois traités, mon devoir à moi c'est de vérifier à nouveau, apposer ma signature, avant de transmettre au ministre de la Fonction publique, qui peut les faire suivre au Budget. A ce niveau là, il peut y avoir quelques retards, vu qu'au niveau du ministère du Budget il faut rechercher les postes budgétaires avant d'engager le processus de mise en solde pré-salaire. Vous savez dans notre pays, on est habitués à penser que si le dossier du voisin est passé avant le mien c'est qu'il a peut-être bénéficié d'une facilité ou d'une faveur. Ce qui n'est pas le cas. Si nous avons 700 dossiers, s'il y a 100 qui passent avant, ça ne veut pas dire qu'on a trié dans les 700. Depuis que je suis ici à l'Éducation nationale, je me rends compte que les situations des enseignants et des personnels sont quand même traitées avec beaucoup plus de facilités que pour certains autres agents de l'État. Et ça devrait être un indicateur important pour démontrer que l'Éducation nationale bénéficie d'un traitement enviable. Quand les choses marchent bien, on ne doit pas le cacher. En définitive, il faut que l'on réapprenne aussi à faire preuve de patience dans ce pays, et de faire confiance aux pouvoirs publics.

Monsieur le ministre, abordons la question de l'uniformisation des coefficients appliquée depuis l'an passé. Va-t-on poursuivre avec cette mesure ?

- L'uniformisation des coefficients est une mesure utile et juste. C'est une mesure qui permet de sauver le collège. De réformer le collège. Nous voulons bâtir le collège du futur. Le collège qui permet justement de préparer les futurs bacheliers au système LMD qui est pratiqué dans l'Enseignement supérieur. C'est ce que nous avons mis en route. Les gens ont préféré retenir la baisse des coefficients en français et en mathématiques de 6 à 1. Parce que c'est ça qui fait polémique. Nous ne cherchons pas la polémique. Les parents d'élèves qui ont reçu les bulletins de leurs enfants ont peut-être pu se rendre compte que cette approche était plus performante. Les élèves sont plus performants, parce que chacun est pris en compte par rapport au potentiel qu'il développe. Tous les enfants n'ont pas le même po-



Photo : Adjai Ntougoume

L'uniformisation des coefficients est une mesure utile et juste. C'est une mesure qui permet de sauver le collège.

tentiel lorsqu'ils vont au collège. Le problème qui se pose ici c'est lequel ? C'est que vous infligez à un enfant qui arrive du CM2 de devoir assumer, dès le premier exercice en 6ème, un coefficient de 6 en mathématiques. Ce qui se passe c'est que lorsque l'élève reçoit sa note, si jamais celle-ci n'est pas très bonne, non seulement cela peut faire en sorte qu'il perde l'année scolaire, mais il peut en être traumatisé. Et dans le cas où il obtient 15/20 on va considérer qu'il est très bon, parce que cela lui rapportera beaucoup de points au vu du coefficient. Moi, je suis d'une génération qui a été victime de la dictature de la série A ou de la Série C. Dès que vous aviez un peu plus de notes élevées en mathématiques ou en français, on vous mettait déjà dans l'un ou l'autre de ces deux corridors. Nous devons donner aux enfants d'aujourd'hui un peu plus de chance. Ce que nous voulons, c'est que lorsque les élèves arrivent en 3ème, leurs capacités à aller dans tels types d'études plutôt que dans tels autres se déclinent déjà. Ce que nous sommes en train de préparer, c'est de mettre sur pied des nouvelles filières dès la classe de seconde. Des nouvelles séries adaptées au contexte du moment.

Dès l'an prochain ?

- Non. Disons que c'est beaucoup plus dans deux ans. Nous allons faire passer le message.

Pour faciliter la compréhension de la mesure, est-ce qu'il n'aurait pas été opportun de mettre en place ces filières avant d'annoncer l'uniformisation des coefficients ?

- Mais vous savez, dans notre pays, on ne vous laisse même pas aller au bout du débat. On ne laisse pas celui qui sait dire ce qu'il veut faire passer comme message. On coupe tout de suite, et on prend la partie qui peut faire polémique. J'ajoute que la question des coefficients, c'est une question qui a déjà été réglée dans les pays comme la France dont nous nous inspirons. Pourquoi voulez-vous que le Gabon soit toujours un pays qui se singularise ? Si vous allez dans tous les autres pays du système francophone, au Congo voisin, au Cameroun, pour ne citer que ces deux-

là, ça se pratique depuis 15-20 ans. J'ajoute enfin que cette réforme entre guillemets est ouverte au débat au sein du ministère de l'Éducation nationale au Gabon. Les États généraux de 2010 ont pris la décision d'harmoniser les coefficients. Après, on n'a pas eu la volonté de faire aboutir cette mesure. Donc cette réforme sauve le collège. Elle sauve l'École globalement dans le pays, et elle permet de faire en sorte que les jeunes qui vont préparer le bac prochainement disposent de beaucoup plus de clarté. L'harmonisation des coefficients n'est pas une erreur. Bien au contraire, c'est une chance pour les générations futures. Parce que si c'était une mauvaise réforme, la France, comme les autres pays qui l'ont adoptée, l'auraient arrêté depuis longtemps".

On va clore avec la question des établissements de plus en plus vieillissants. A défaut d'en construire d'autres, à quand un programme de réhabilitation générale ?

- C'est programmé. Le gouvernement est en partenariat avec des bailleurs de fonds. Des engagements sont pris par le gouvernement avec l'Agence française de développement, la Banque africaine de développement, la Banque mondiale (BM), pour engager des travaux de réhabilitation de ces établissements. Nous attendons simplement que les choses se mettent en route. Normalement, on pourrait avoir la surprise dans les prochaines semaines, sinon les prochains mois, de voir les travaux s'engager dans ces établissements. C'est notre souhait de voir que la modernisation de l'École au Gabon se fasse aussi bien de l'intérieur, en matière pédagogique et technique, qu'au travers de l'amélioration des infrastructures. C'est notre souhait à tous. Nous avons bon espoir que cela va se faire. De toutes les façons avec l'accroissement exponentielle des élèves que nous connaissons dans ce pays, nous avons besoin que les infrastructures soient au niveau qui permet d'accueillir des centaines de milliers de petits Gabonais qui ont envie de sortir du ghetto et de rentrer dans le couloir de l'excellence".

Ici et ailleurs

•Oeufs contaminés
Des tests menés sur la viande de poulet, le scandale

Les Pays-Bas procèdent à des tests sur la viande de poulets provenant d'élevages touchés par l'affaire des œufs contaminés pour déterminer une éventuelle présence de fipronil, molécule toxique à l'origine d'un scandale sanitaire qui s'étend désormais à toute l'Europe. Alors que des dizaines de millions d'œufs ont été retirés de la vente depuis la semaine dernière dans plusieurs pays européens et après l'extension de la crise en France et au Royaume-Uni annoncée lundi, l'attention se porte désormais sur la viande de poulet aux Pays-Bas, où l'affaire du fipronil est née.

•Cinéma
Un film patriotique bat tous les records en Chine

Un héros chinois qui vole au secours d'Africains victimes d'affreux occidentaux : un film patriotique bat tous les records du box-office chinois, au moment où le régime communiste célèbre le 90e anniversaire de son armée. "Celui qui offense la Chine sera poursuivi aussi loin qu'il le faut", promet le slogan de "Zhan Lang 2" ("Wolf Warrior 2"), vu par des millions de spectateurs. Moins de deux semaines après sa sortie, le film a récolté plus de 3,4 milliards de yuans (Environ 280 milliards de francs CFA), battant le record national de recettes, selon le site spécialisé Maoyan. Le précédent record était détenu par "The Mermaid", une comédie écologique sino-hongkongaise qui avait généré l'an dernier 3,39 milliards de yuans de recettes sur la même durée.

•Célébrités
Décès de l'acteur qui, le premier, incarna Godzilla

L'acteur japonais qui a le premier revêtu le costume du monstre nippon Godzilla, Haruo Nakajima, est décédé à l'âge de 88 ans d'une pneumonie, ont annoncé, hier, les studios de cinéma Toho. M. Nakajima avait 25 ans quand il a commencé à animer la créature représentant l'horreur atomique déferlant sur Tokyo, dans un film sorti sur les écrans en 1954 et vu par 9,6 millions de spectateurs au Japon. L'accoutrement était si lourd (environ 100 kg) qu'il arrivait à peine à marcher 10 mètres. Malgré maintes difficultés, il a fini par "aimer jouer Godzilla", si bien qu'il l'a incarné dans pas moins de 12 longs-métrages. Le nom Godzilla découle de Gojira, la contraction en japonais des mots "gorilla" et "kujira" (baleine).

Rassemblés par I. I